L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 24 MAI 1882. 55me Année.

Gaston, Bonnet & Co., Propriétaires-Éditeurs.

Entered at the Post office at New Orleans, La, as Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS.

MERCREDI, 24 MAI 1882.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

Édition quotidienne.

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

On s'abonne aussi, à la semaine, avec les porteurs.

Édition du Dimanche.

Un an	$3 00

Bandeaux deux feuilletons.

Édition hebdomadaire.

Un an	$5 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Trois mois	75

Bandeaux deux feuilletons.

VENTES A L'ENCAN.

Par Jas P. Guisanti, à la résidence No 89 rue Espagne, près Dauphine, ce matin.

GUITEAU.

Le dernier acte du drame judiciaire qui, depuis plusieurs mois, tient l'attention publique tendue à ce fin. Les jurés de la Cour de Circuit, à l'unanimité, entérinant le jugement de la cour inférieure, lequel condamne Guiteau à être pendu le 30 juin prochain. On dit que le défendeur a l'intention de demander un writ d'habeas corpus à la Cour Suprême des Etats-Unis, mais le ferait-elle que la Cour refusera. Ainsi n'est tentée ce procès, qui figurera parmi les causes célèbres. Il a dû donné à un homme, exalté par les passions politiques, de changer la politique générale de son pays, en faisant disparaître un Président dont les idées modérées étaient en désaccord avec celles des intransigeants de son parti.

Les passions politiques ont souvent excité les fureurs meurtrières de ces hommes mal équilibrés qui avaient crus des vengeurs tandis qu'ils n'étaient que de vulgaires assassins.

Quelques-uns en sont honnêtes de leur crime en faisant parade de l'entraînement patriotique auquel ils avaient cédé. Dans le demi-siècle qui vient de s'écouler, de nombreuses tentatives d'assassinat ont été faites sur des souverains ou sur des personnages ayant un rôle considérable dans la direction de la politique; invariablement, les auteurs de ces tentatives, quelquefois suivies de mort, invoquaient pour leur défense : un fol vive qui avait armé leurs bras ; ils se posaient en martyre d'une cause qu'ils considéraient comme sacrée.

Guiteau a suivi cet exemple. C'est Dieu, dit-il, qui lui a inspiré ce crime dont les conséquences devaient sauver le parti républicain, alors divisé, donnant ainsi à sa lâche action et à la cause qui l'avait déterminée la sanction divine par le plus abominable des blasphèmes.

Est-il fou, comme le prétendent encore de nombreux médecins ? N'est-ce pas plutôt une sorte d'Erostrate, avide de renommée, heureux, même dans les conditions fatales où il se trouve placé, d'attirer sur lui l'attention, vous même la curiosité générale ? Dans tous les cas, il fut convaincu que s'est un penser de première force, un condition d'une habileté incomparable. On sait avec quel sang-froid il a tenté jugé et avocats. Aujourd'hui même, malgré le sort qui lui est réservé, il se plaint de l'isolement auquel on le condamne, et de ne pouvoir plus vendre ses photographies et ses autographes, comme au temps où il lui était permis de recevoir des visites.

Il paraît, en effet, qu'après la décision de la cour de circuit approuvant l'arrêt de la cour inférieure, le directeur de la prison où Guiteau est enfermé a reçu de nombreuses demandes d'admission auprès de son prisonnier—Curiosité du rapporteur jaloux de constater l'effet produit par l'arrêt sur le coupable.—Ces demandes ont été repoussées.

Cependant, on a appris, par les gardes chargés de veiller sur lui, que Guiteau, en apprenant le rejet de son pourvoi, avait été fort ému, mais que cette émotion avait été de courte durée. Il s'est borné à se plaindre d'être privé de la vente de ses photographies. Dès en moment, il ne lui est plus permis d'être seul dans sa cellule. Il sera, jusqu'au 30 juin, jour fixé pour son exécution, gîté seul la surveillance de garden qui ne le perdent de vue ni jour ni nuit.

Une dépêche annonce que les préparatifs de cette exécution ont été commencés. Le gardien Crosier déclare que le public ne sera pas admis à assister à la scène finale de ce terrible drame, dont la première scène s'est passée dans une gare de chemin de fer de Washington. Seuls, les consolateurs religieux, les officiers de la maison, l'avocat du district, l'avocat du condamné, les membres du jury et quatre reporters, dans de la presse locale et deux de la presse américaine, seront admis au lieu du supplice. Ainsi Guiteau sera privé de la vue de cette foule, devant laquelle, au dire d'un journal du Nord, il est posé une dernière fois.

Les annales judiciaires de tous les peuples offrent de cet personnalité excentriques qui jouent avec la mort. Il est évident que le système de défense adopté par Guiteau ne pouvait avoir d'autre résultat que d'indisposer le jurés. Pulse remontier jusqu'à la Providence la responsabilité de son attentat, c'est de l'audace poussée jusqu'à la folie, et toutefois ce n'est pas un aliéné plus ou moins aliéré. Le vieux mot, inédit, en lieu de lui-même, avec la perspective d'une pendaison à laquelle il ne pouvait pas échapper. Quelles pensées ne doit-il pas rouler dans son cerveau, et de quel oil de défiance ne doit-il pas considérer cette fraction du parti républicain à laquelle il a cru avoir les sommes du pouvoir et sur l'intervention de laquelle il comptait peut-être, ignorant sans doute que le crime ne saurait inspirer des sympathies même chez ceux qui sont appelés à en profiter.

On dit qu'il dorit comme. Va-t-il compter jusqu'au jour de Septembre Justice, et ajouter ainsi un chapitre et un nécé célèbre, entre, du, "dernier jour d'un condamné ?"

Guiteau personnifie cette maladie morale dont souffrent les détraqués, et dont l'histoire contemporaine nous fournit de nombreux exemples. Incapable d'un travail sérieux, brûle à toutes les intempérances d'une existence interlope, leur ancêtre n'aigrit en famille. Il portant la notion du bien et du mal, et ils cherchent dans un crime retentissant une notoriété qu'ils ne pouvant obtenir en suivant les voies de la raison et de la justice. Ils sont les propres artisans de leurs infortunes. C'est lorsque la cause est plaine qu'ils se trouvent à des résultats, mais avant précisément la conscience de l'acte qu'ils accomplissent, tous les instincts humains sont atrophiés en eux. Tel, en, exemple, le fils de Pétrus.

Nous nous empressons de publier la communication suivante de MM. L. Grand et Th. Hanang.

Nouvelle-Orléans, le 22 mai 1882.

Monsieur les Éditeurs de l'*Abeille*.

Nous avons reçu, de Paris, une lettre adressée aux cultivateurs sucriers de la Louisiane. Nous vous prions d'avoir la bonté de l'insérer dans les colonnes de votre journal et d'en faire et de répondre dans les campagnes. Nous pensons que nous aux qui, en Louisiane, désirant s'adonner à la culture de la canne à sucre n'en pourraient de répondre à l'appel du comité des fondateurs, qui a son siège à Paris.

Nous prions toutes les personnes qui pourraient avoir besoin de renseignements ou qui seraient disposées à répondre à l'appel qui leur est fait de nous adresser leurs communications, et nous nous ferons un plaisir, comme représentants du comité central, de répondre aux demandes, ainsi que d'enregistrer les offres qui pourraient être faites pour des contrats à passer dans les localités où l'on désirerait fonder des usines centrales.

LÉON GRAND,
THÉOPHILE HANANG.
No 54 rue Royale,
Ville-Orléans, Lou.

Nous lectrons trouveront dans une autre colonne la lettre dont il est question plus haut.

Monsieur le Directeur de l'*Abeille* de la Nouvelle-Orléans,

Mon très distingué Monsieur,

J'éprouve un véritable plaisir, à vous remercier du bon accueil que vous avez donné à l'apparition d'un journal écrit en langue espagnole qui a pour titre : "El Progreso." Je saisirais de tout mon cœur la bienveuse à ce compatriote américain, dans le cas véritablement, de votre que l'éditeur, m'ait baptisé comme le principal rédacteur de la publication : honneur que je ne vous pas méritée, que j'ai refusé d'accepter, que je refuse encore, et contre lequel je proteste.

J'ai promis de collaborer à cette publication dans la mesure de mon pouvoir, et rien de plus.

Veuillez, M. le directeur, faire publier ces lignes pour la satisfaction générale, et recevez mes remerciements les plus sincères.

Votre dévoué,
Dr. J. G. HAVA.

M. F. A. Taylor, membre du Parlement d'Angleterre, nous adresse un exemplaire de ce bâtard sur Dr W. S. Carpenter au sujet des "erreurs sur la vaccine."

M. Louis Jocbert—Post Office Box 256, Boston, New York—nous dénie, relativement à l'élevage des vers à soie, qu'il fait des expériences, dans ce pays-ci, depuis plusieurs années, et réussit très bien. Il a fait son apprentissage de culture et de filature dans l'Ardèche, France, où il est né, et peut fournir toutes les preuves de capacité qu'exigeant le paysans qui lui offriraient un emploi sûr et permanent.

M. Gayarré.—Nous apprenons que les amis de M. C. Gayarré l'ont décidé à faire une troisième et dernière conférence littéraire sur les épisodes de la révolution française. Le lecteur, dont Mirabeau, homme privé et non homme politique, sera le sujet, aura lieu lundi prochain, 29 mai, à Grunewald Hall.

Le local des premiers et celui de la composition du "*Ledger*," de Philadelphie, sont maintenant éclairés à la lumière de l'électricité, d'après le système d'Edison. Cette lumière est fournie par une machine dynamique placée dans le local des premiers. De petits globes de verre, contenant du charbon, sont suspendus par les ancres des compositeurs, de telle façon qu'il n'y a pas le moindre ombre qui ne soit éclairé. L'épreuve a complètement réussi.

Le syndicat Reed a conclu des arrangements pour l'achèvement du Transcit Railroad. De Tampa et de la rivière des Indiens, en Floride, on chemin devra être complété le 1er novembre. On dit qu'une immigration considérable se portera sur les bords de Reed, dans le premier résultat de cet arrangement. D'autres avantages importants pour l'Etat suivront la grande amélioration.

On vient de découvrir que le coordinateur d'Etat Fish a écrit une lettre, le 25 juillet 1874, sur l'affaire Lambrano; elle est un précédent pour M. Stoughton, qui n'est plus alors qu'un vulgaire plagiaire.

Il est décidé qu'un monument sera élevé, à Nashville, à la mémoire des confédérés morts en défendant la cause perdue. Le cimetière du Mont Olivet, admirablement situé sur une dominance, sera probablement choisi pour l'emplacement de ce monument, qui doit coûter de dix à quinze mille dollars, obtenus par souscription.

Un journal de Richmond dit que la cour ayant qui reste au Sud d'avoir l'égalité dans l'Union est dans la défaite du parti républicain aux prochaines élections présidentielles.

Les Etats-Unis traversent une période de calme, au dire d'un journal du Nord. Ce n'est pas seulement en politique que ce fait sentir l'apaisement en question ; il semble aussi que le commerce se soit mouvé moins aventureux que par le passé. Les faillites sont peu nombreuses et les suspensions de opérations en complient le "go ahead" d'autrefois. Seule, les ouvriers de toutes les industries sont en mouvement. Ils réclament de plus justes salaires, et, généralement, les grèves sont suivies d'une reprise du travail, d'une augmentation de salaires.

Le télégraphe annonce un fait d'une certaine importance, et qui peut déterminer, soit une crise ministérielle en France, soit un remaniement du ministère actuel. Le plan en vue des ministres après M. de Freycinet,—M. Léon Say, ministre des finances,—a échoué en définitif, à la suite de l'opposition au projet présenté par lui—la suppression du droit sur l'alcool aux droits sur les vins et la bière.

Soutiens blancs pour bébés, couvertures extra-fines pour enfants, nouveaux cambrics bons à broderies, bottes à jour, souliers dorés et argentés, bottes vernies, pantoufles pour enfants, bottes vernies pour dames, bottes mignonnes pour fillettes et pour dames, bottes brunes (plus de 96 genres) pour enfants, 100 douzaines de fleurs and ties, 75 douzaines couvertures bon à jouer, pour enfants, pantoufles décoratives pour enfants, bottes en chevreau pour enfants, 96 douzaines bottes Fauchet, 145 douzaines bottes pour bébés, 15 cartons Black Creek, 100 douzaines chemises en coutil pour messieurs et pour jeunes gens, 50 douzaines bottes vernies pour dames et beaucoup d'autres genres ; de plus : 100 douzaines gamaches Alfa, la dernière mode de la saison. Toutes ces nouveautés viennent d'être reçues à l'Etoile Rouge.

—Suivant une dépêche de Rome, publiée par le Standard, le pape vient d'adresser une encyclique aux évêques des pays dans lesquels les lois sont hostiles au pontificat. Le souverain pontife prie les évêques de faire tous leurs efforts pour maintenir un terme aux troubles qui sont commis, et d'implorer en même temps leurs fidèles de s'associer à des actes de toute nature. Le pape aurait décrété dans le même sens aux empereurs de Russie, d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie.

La même dépêche dit que le pape préparé une autre encyclique à l'adresse des gouvernements coloniaux.

—Le "Kilkenny Moderator" déclare que quiet qui, malheureusement, les Impérialistes Français remplacent en lieu de la tranquillité, activement maintenant d'être changés plus de mécontentement que n'en ont jamais le maréchal Lebœuf après nos désastres de 1870.

Le "Courrier," de Bâle, rapporte que M. de Freycinet aurait dit : "Avant trois mois, l'occupation de la Tunisie sera un fait accompli."

Nous laissons à notre confrère la responsabilité de ses informations, dit le "Courrier du Sud" de Paris.

USINES CENTRALES
EN
LOUISIANE.

Paris, le 29 avril 1882.

Société franco-américaine des usines centrales en Louisiane.

Comité des fondateurs.

Lettre aux planteurs de la Louisiane.

Monsieur,

L'expérience a démontré que la réunion dans votre Etat d'une exploitation agricole du traitement industriel des produits de l'agriculture ne donne que des résultats également désavantageux pour l'intérêt général et pour l'intérêt privé.

Quelqu'intelligent que l'on suppose un propriétaire, il est très difficile que son activité et ses connaissances lui permettent de résoudre avec une égale facilité les problèmes agricoles, industriels et commerciaux qui quelque ce comme.

Beaucoup d'efforts à en point de vue toutes les conditions voulues ; considérés à la fois bon cultivateur, bon industriel et bon commerçant ; trouverait-il même le temps nécessaire pour faire face à tant d'opérations diverses et simultanées, qu'un absorbe pleine sérieux vient-il à lui nuire : C'est l'absence habituelle de capitaux en quantité suffisante pour parer à une exploitation agricole bien entendue et à une entreprise industrielle organisée conformément aux règles de l'industrie moderne.

Ces idées sont actuellement familières en Louisiane et l'on y est persuadé que la division du travail est indispensable. Aussi il n'agit d'une culture comme celle de la canne à sucre et d'une transformation compliquée comme celle de l'extraction de la matière saccharine et de l'utilisation des produits secondaires de la canne.

C'est à l'oubli de ce principe que l'on doit attribuer le trop peu prospère qui est en Louisiane la marche de la culture et de l'industrie sucrières.

Ainsi s'explique que bien de l'outillage agricole et l'outillage industriel aient également insuffisants et que l'un et l'autre ne peuvent être transformés que par la séparation de la culture de la canne et de la fabrication du sucre.

La création d'usines centrales résoudra les problèmes des exploitations placées dans leur rayon périphérique, d'une part, elle permettra de concentrer tout le temps et tous ces capitaux à l'amélioration des cultures ; d'une autre part, elle permettra d'appliquer à la fabrication du sucre un outillage perfectionné, des connaissances spéciales, des capitaux plus considérables. Cette création entraînera aussi d'importantes conséquences, et une augmentation de produits grâce aux qualités les sucres de la Louisiane reprendront sur les marchés des Etats-Unis et de l'Europe la place que le malheur du temps et la modélisation des conditions économiques générales lui ont fait perdre.

Nous sommes donc certains d'être accueillis avec faveur en affirmant le solidarité des planteurs de la Louisiane, propriétaires ou fermiers et des propagateurs de l'idée de la création d'usines centrales.

Résolu de grouper et résolus à élever des usines centrales en nombre proportionné à l'étendue et à l'importance des régions sucrières, nous avons besoin, comme point de départ, de pouvoir compter sur les adhésions des planteurs. Le comité machinera, le financement de la Société que nous mettons en voie d'organiser étant, en quelque sorte, assurant à toute chance décisive, notre création d'ailleurs dans les conditions les moins onéreuses au grand avantage des consommateurs, c'est à dire des planteurs et des fondateurs.

Comme début, nous nous proposons de créer deux ou trois usines centrales et nous avons besoin, pour et déjà, d'avoir les adhésions des planteurs des régions où nos usines pourraient être établies.

Pour y arriver, on a procédé dans les pays où la culture nouvelle de la betterave a démontré l'absolue nécessité de substituer des usines centrales aux petites usines de transformation qui, antérieurement se trouvaient sur chaque exploitation.

Entrer dans des détails qui sont inutiles quand en s'adresse comme nous le faisons à des hommes d'une expérience spéciale décourée, nous venons vous demander votre adhésion sous forme d'un engagement à compléter ultérieurement.

Par ce engagement, vous vous engagez à vendre à l'usine centrale pendant une période de dix années, à partir de sa mise en activité, toutes les cannes produites par votre plantation, en quelqu'étendue l'étendue de la surface annoncée quant comme à cette culture. Les conditions de vente à fixées à l'usine suivant un cours à débattre avec les représentants de la Louisiane.

Nous nous contentons aujourd'hui de vous indiquer les conditions générales du fonctionnement de notre société ; un programme plus détaillé, accompagné d'un cahier des charges, sera établi, dès que le nombre des adhésions reçues, nous donnera la certitude prévue de l'accueil sympathique réservé à notre projet.

Cette sympathie, nous en la mettons pas un seul instant en doute, car notre projet répond à des besoins sérieux et la création successive de nombreuses usines centrales en Louisiane est, chez nous, la conséquence de l'avenir dit plus haut, à la production ouvrière de la Louisiane de rependre sur les marchés du Nord, une place en rapport avec la fécondité du sol de cet Etat et avec l'intelligente activité de ses habitants.

Agréez M. l'expression de nos sentiments de haute considération.

HIPPOLYTE CARUSAG,
LÉON CHOTTEAU,
FÉLIX LIEBT,
J. CARE.

Voici les fêtes de mai.—C'est alors que les pleurs des enfants sont besoin de souliers blancs et bleus. Il en est arrivé récemment de très jolis à l'Etoile Rouge.

—Le Bitter Malakoff est en tonnelé ces vents

Le traité de commerce franco-américain.

Le *Bulletin* de New York reproduit l'extrait suivant d'une correspondance de Paris à l'*Economist* de Londres :

"Il y a en France un comité permanent fondé par feu M. Méline, pour assurer un traité de commerce entre la France et les Etats-Unis. Il a jusqu'à présent produit peu de résultats, et quand les délégués du comité voyaient il y a deux ou trois ans en Amérique pour "agiter" ce pays, alors été bien reçus partout dans les meetings qu'ils ont organisés, ils n'ont pas fait d'impression sur le gouvernement.

"Une députation du comité a visité cette semaine le président du conseil français, et d'après la conversation qu'on a eu lieu les membres du comité et le gouvernement semblent penser qu'il y a maintenant une perspective raisonnable de conclure un traité, et M. de Freycinet a promis de donner à M. Roustan, qui est sur le point d'aller occuper son poste de ministre de France à Washington, des instructions pour la réouverture de négociations."

Voici les réflexions dont le *Bulletin* fait suivre cette nouvelle :

"Chacun serait heureux de voir un traité qui demeurait vraiment une extension importante à ces offres avec la France ; mais, pour de personnes qui jusqu'à présent découvrent une base véritablement pratique pour un arrangement de ce genre. Nous craignons que les intérêts en chanvre dans les deux pays ne soient trop puissants pour permettre la conclusion d'une convention pareille. Mémoriaux, on préparé avec beaucoup d'intérêt ce que M. Roustan pourra proposer."

On sait qu'en France l'attribution en taxe les malts de l'Etat du monopole du tabac, établie depuis 1811, a été prorogée en 1872 jusqu'au 1er janvier 1882.

Le ministère des finances vient de présenter à la Chambre un projet de loi prorogeant le monopole jusqu'au 1er janvier 1892, et établissant pour une nouvelle période de dix ans.

Nous lisons dans le *Courrier des Etats-Unis* :

"New-York est la grande ville la plus mal administrée du globe." C'est là un aveux étonnant qui serait toute l'amertume d'un ennemi, si ce n'était l'amendement suivant qui est aussi entré dans le jugement du chef : "New-York est la grande cité la plus mal gouvernée du monde—après Brooklyn". L'une et l'autre des deux prépositions sont vraies,—à moins que l'on ne veuille, pour ne pas faire de jaloux, démontrer que les deux villes sont plus mal gouvernées l'une que l'autre. Les causes de ce phénomène sont bien connues. Elles sont multiples. D'abord il y a trop d'autorité, ce qui fait qu'il n'y a pas une qui soit responsable. Ensuite, au-dessus de toute cette mosaïque d'autorités irresponsables, il y a une autre plus irresponsable encore, qui est la législature d'Albany. Enfin cette législature a encore un plus grand défaut,—deux plus grands défauts—que l'irresponsabilité. Etant démagogique à la ville, elle ne connaît rien aux intérêts sur lesquels elle est chargée de légiférer ; et étant de tempérament politique contraire à celui des deux cités jumelles,—qui sont démocratiques tandis que les Salons sont républicains,—elle se fait un devoir de tout subordonner aux spéculations de parti, ce qui est juste le contraire du sens commun.

Il y a bien longtemps que tout le monde sait cela, que les gens disent en murmurant, et que les politiciens en rient. Il y a pourtant des gens qui ne comprennent le sens du sérieux, et qui pensent qu'une ville comme New-York Brooklyn, sur politiquement les deux n'en font qu'une, aurait bien le droit d'avoir voix au chapitre pour le gaspillage de son argent, pétaires ; mais jusqu'à ce que ce ne soit, et la nation entière chez quand le talent n'est pas honnête ; c'est précisément ce qui arrive, car les villes de New York et Brooklyn, pour être si mal servies, payent à elles deux la moitié des impôts de l'Etat.

Or, il y a longtemps, c'était en 1876, M. Tilden était gouverneur de l'Etat, à l'époque où il y avait quelque chose d'éclatant des réformes. Tilden, il fut nommé une commission chargée de préparer une nouvelle loi municipale,—pour l'administration des grandes villes de l'Etat. M. William M. Evarts était à la tête de cette commission. On travailla, on étudia et sérieusement et si longtemps, quelque mois, 1877 ensuite le rapport, lequel rapport exécutait à une réforme radicale, sous forme d'amendement à la constitution. Le trait caractéristique du projet était, pour toutes les villes de cent mille âmes, la création d'un bureau des finances, dont les membres, gouvernant chacune par une chaîne d'électeurs imposés sur un chiffre de $600 au moins de propriété, ou payant un loyer minimum de $250. Cette restriction au suffrage universel fit échouer le projet, qui n'a plus été repris que l'année dernière, sous une autre forme.

C'est M. W. S. Andrews, actuellement attaché au bureau litéraire de M. Tilden, qui a pris l'initiative du nouveau plan ; mais le législateur d'alors ne s'y est pas arrêté, et il a dû être regretté cette année par l'assemblée générale de New-York, qui a la chance de le faire passer avant-hier à la deuxième épreuve, puis renvoyer en troisième lecture. Le décourage n'a été si longue ni très secrète. La partie du bill est assez bonne, mais étrange que cette du projet Tilden. La réforme proposée est moins radicale, mais elle ressemble déjà très sensiblement à cette. Elle notamment consacrerait définitivement l'intervention de la législature dans l'administration des affaires purement municipales, et limite le conseil du corps législatif à l'assistance de ces affaires, le conseil municipal ne devant se se conformer, mais qui laisserait celle-ci libre de son action dans la limite de ce cadre, comme à toutes les villes interprétées. Il n'est que utile d'enlever ici au détail dans les dispositions du bill, qui comme nous l'avons dit, n'a été qu'adopté dans la séance d'avant-hier, et dont l'étude sera plus opportune quand il reviendra en troisième lecture, ou, s'il est ajourné, ce qui est plus probable, quand il sera repris à la prochaine session.

On sait qu'un bac de colonel inaugurait du côté de New-York pour le gouvernement du nouvel ordre de l'Allemagne.

Nous avons parlé des divergences d'opinion qui se sont produites à ce sujet entre les hautes sphères. Celui qui était chargé de la direction de cette partie du service, le général Roy Smith, mentionnait que l'on comptait d'abord à trouver le sol suffisamment ; et qu'il n'y avait pas possibilité d'employer les différents d'eau. En conséquence il proposait d'adopter un autre système que celui de l'air comprimé, mais comme il ne procédait qu'il rencontrait obstacles très entiers, le colonel Hawkin, qui est à la tête de l'entreprise, refusa de les satisfaire, et le général Smith donna ce dégoûtant d'ingénieur de la compagnie.

On a mieux tout cela, mais ce qu'on ignorait—et ce qu'on doit à toute la fête jusqu'à présent—c'est qu'il est arrivé le 31 mars un accident démontrant que les conditions de l'ingénieur Smith n'étaient pas dépourvues de fondement. Ce jour là, l'air comprimé s'échappa du tunnel du tunnel en exprimant et le tunnel fut envahi par l'eau et la boue. Les ouvriers purent heureusement battre en retraite sains et sauf, mais l'excavation et le caisson restèrent inondés plusieurs jours.

Cependant, le détournement causé par cet accident n'a pas duré longtemps. Le vote d'eau ayant été découverte et arrêté par un briquetage solide, le calme s'établit dans les ouvriers, et le travail fut repris. Il est maintenant complété et l'on prépare une nouvelle loi municipale,—pour l'administration des grandes villes de l'Etat. M. William M. Evarts était à la tête de cette commission. On travaille, on étudie et sérieusement et si longtemps, quelque mois, 1877 ensuite le rapport, lequel rapport exécutait à une réforme radicale, sous forme d'amendement à la constitution. Le trait caractéristique du projet fut, pour toutes les villes de cent mille âmes, la création d'un bureau des finances, dont les membres, gouvernant chacune par une chaîne d'électeurs imposés sur un chiffre de $600 au moins de propriété, ou payant un loyer minimum de $250. Cette restriction au suffrage universel fit échouer le projet, qui n'a plus été repris que l'année dernière, sous une autre forme.

C'est M. W. S. Andrews, actuellement attaché au bureau litéraire de M. Tilden, qui a pris l'initiative du nouveau plan ; mais le législateur d'alors ne s'y est pas arrêté, et il a dû être regretté cette année par l'assemblée générale de New-York, qui a la chance de le faire passer avant-hier à la deuxième épreuve, puis renvoyer en troisième lecture. Le décourage n'a été si longue ni très secrète. La partie du bill est assez bonne, mais étrange que cette du projet Tilden. La réforme proposée est moins radicale, mais elle ressemble déjà très sensiblement à cette. Elle notamment consacrerait définitivement l'intervention de la législature dans l'administration des affaires purement municipales, et limite le conseil du corps législatif à l'assistance de ces affaires, le conseil municipal ne devant se se conformer, mais qui laisserait celle-ci libre de son action dans la limite de ce cadre, comme à toutes les villes interprétées. Il n'est que utile d'enlever ici au détail dans les dispositions du bill, qui comme nous l'avons dit, n'a été qu'adopté dans la séance d'avant-hier, et dont l'étude sera plus opportune quand il reviendra en troisième lecture, ou, s'il est ajourné, ce qui est plus probable, quand il sera repris à la prochaine session.

—Que n'est, dit le "Journal de Havre", que quelques journaux ont commencé que "Pas fait, en ce moment, un mécanicien du Havre, dans quelle lar le mécanicien de métier, en vue de substituer au métal en cuivre dans la fabrication des pièces de bilan."

Les doutes dont il s'agit ont eu lieu, pendant un des précédents ministères, chez, jusqu'à présent, ellen n'ont pas été aspirées.

Voici la description d'un nouveau bateau torpilleur construit par les Etats-Unis :

"C'est une [illegible] de 17 mètres de long, 3 mètres de large et 1 mètre de creux, et se déplacant avec un vitesse de 17 nœuds à l'heure. Il est muni de 1500 pieds, longs de 12 et 4 m. 1 diamètre de 10 pieds.

"Il est complétement construit en acier qui d'un seul composition, qui en simple d'une charge de 12 pieds de pendre, lesquels sont l'est dans [illegible] pesant 1,500 livres, chargés de 350 kilos de fulmi-coton et chacun à faire explosion en frappant le cuirasse qu'il aurait.

Nouvelles Télégraphiques.

Les événements d'Egypte.

Londres, 19 mai—Le ministère égyptien a supprimé deux journaux indigènes pour avoir publié des articles hostiles au khédive.

On télégraphie d'Athènes à Reuter que deux navires de guerre ont été envoyés à Alexandrie. On suppose que le but de l'amiral Antoun est de protéger les sujets grecs en Egypte.

Banquet anglo-américain.

Londres, 17 mai—Le duc d'Edimbourg a ouvert hier le nouveau phare d'Eddystone. Après la cérémonie un lunch a été servi. Au nombre des invités se trouvaient le commodore Lees et les officiers de l'escadre des Etats-Unis mouillée dans le Sound, à la tête desquels le duc d'Edimbourg a porté un toast. Le commodore Lees, dans sa réponse, a rappelé les pères pèlerins et le Plymouth Rock.

Expédition au pôle Sud.

Berlin, 19 mai—La corvette allemande *Moltke*, qui doit arriver à Montevideo au mois de juillet, a reçu l'ordre de prendre à bord l'expédition allemande au pôle sud et de la débarquer sur l'île de la Géorgie du Sud. Le *Moltke* retournera au bout d'un an dans un passage pour ramener l'expédition.

Les pêcheries en Norvège.

Madrid, 19 mai—Les journaux discutent la proposition mise en avant il y a quelque temps pour la formation d'un parti libéral avancé composé des libéraux qui sont devenus récemment hostiles au premier ministre Sagasta parce qu'il n'a pas exécuté les réformes qu'il avait promises lorsqu'il était dans l'opposition, comme le système du jury, le mariage civil et la réduction des tarifs.

On croit que les dissidents seront rejoints par les démocrates monarchistes et les républicains modérés. La direction du parti sera probablement offerte à M. Sagasta.

M. Alonso Martinez, ministre de la justice, a annoncé aujourd'hui à la Chambre des députés que le gouvernement présenterait à la prochaine session un projet de loi tendant à établir le jugement par jury et un nouveau code pénal conçu sur des principes très libéraux. Cette déclaration a précédé la fusion dissidente de la majorité ministérielle.

Roses blanches—Roses 50 centimes de ces magnifiques chrysanthèmes qui viennent d'être ajoutées à l'assortiment de l'Etoile Rouge. Bouquets sous cloches.

"Le Moniteur Universel" combat vivement les idées de Gambetta sur le renouvellement qu'il qualifie de démission d'avenir.

"Le Siècle" désire et espère que les nouveaux, que les pouvoirs de la Chambre, soit de droite et de l'extrême-gauche trouvent d'accord en maintenant sur la politique intérieure et étrangère, seront portées à la tribune sous le signe d'impopularité. De telles questions doivent être vidées à la tribune pour que le cabinet et le pays sachent bien si on est d'accord. Le système de flagotter dans les journaux les ministères qu'en appuie à la Chambre est funeste aux intérêts généraux de la nation.

Décédé, hier, [illegible] à l'âge de [illegible] ans, ALBERT VERDAIN BERLOT, fils de J. F. Merlot et de Marie-Antoinette Bordelais. Les amis et connaissances de la famille sont priés d'assister à son enterrement qui aura lieu aujourd'hui à 8 heures P. M. Le corps est exposé rue Tonti, entre Hamilton et Ste-Anne.

De la part de la famille.

Décédé, le 23 mai, à 4 heures 30 minutes, STANISLAS VERET, à l'âge de 66 ans, né à Mercy, département de l'Oise, France. Les parents et amis de défunt sont invités à assister à l'enterrement qui aura lieu aujourd'hui, à 3 heures P. M. Le convoi funèbre partira de sa demeure, rue Dauphine, 340 bis, faubourg, entre Bienville et Bienville.

De la part de ses amis et de son enfants.

Les pompes funèbres sont priées de représenter.

Décédé, le 22 mai, à 2 heures et quart, à l'âge de [illegible] ans et demi, ARTHUR T. CASSANO V.A., fils de Mgr. Jean Cassano et de Lou. Jos. P. Cassano. Les amis des familles Cassano et Cassagne sont respectivement priés d'assister aux funérailles, qui auront lieu aujourd'hui, à 4 heures P. M., du No 167 de la rue des Marais.

SERVICE FUNÈBRE.

Un service sera célébré VENDREDI PROCHAIN, 26 mai, à l'église St-Augustin, à 9 heures précises du matin, pour le repos de l'âme de LOUISE XIMENES SMITH. Les amis et connaissances de la famille sont invités à y assister.

De la part de sa famille. 24 mai—1f

SERVICE FUNÈBRE.

Une messe sera célébrée, SAMEDI prochain, 27 mai, à 7 heures moins un quart, à l'église de St-Augustin, pour le repos de l'âme de EUGÈNE GAUTIER, pharmacien, décédé à Cincinnati (Ver.) France, à l'âge de 70 ans. Sa veuve et connaissances sont que ceux de son fils, sont priés de bien vouloir y assister.

De la part de son fils. 24 mai—1f

Société Française de Bienfaisance et d'Assistance Mutuelle de la Ville-Orléans.

MM. les sociétaires résidant dans les limites de la ville sont invités à se rendre dimanche 28 courant, à 4 heures précises, au local de la Société, rue de Frenchmen, à Bayou Gentilly, pour assister à la cérémonie de la pose de la première pierre de l'édifice.

Par ordre du Vice-Président,
J. LEBLANC,
Président-Secrétaire de Président.
L. BESON, Secrétaire. 24 mai—1f

Avis.

Une demoiselle [illegible] vendre un [illegible] position, [illegible] [illegible] [illegible]